JO d’hiver 2030 en France : sur le coût écologique, opposants et organisateurs se déchirent déjà

La question de la présence (ou non) de neige dans les Alpes françaises illustre bien la problématique posée par le succès de la candidature français pour accueillir les Jeux olympiques d’hiver de 2030.

Par Paul Guyonnet HUFFPOST nov 2023



JEFF PACHOUD / AFP

Alors que les Alpes françaises ont obtenu l’organisation des Jeux olympiques d’hiver en 2030, la question du coût environnemental de la compétition se pose, notamment en ce qui concerne la neige (photo d’illustration prise à Val-d’Isère en décembre 2022).

ENVIRONNEMENT - « Des Jeux innovants, durables et inclusifs, qui vont faire rayonner la France et sa montagne. » Voici ce dont s’est félicité Emmanuel Macron, mercredi 29 novembre, après que la candidature française pour l’organisation des Jeux olympiques d’hiver 2030 est restée seule en lice. Si le Comité international olympique doit encore se prononcer par un vote, cela ne fait plus guère de doute : après Paris 2024, les sports blancs aussi auront droit à leur grand-messe mondiale en France.

Sauf qu’à l’image de l’événement parisien de l’été prochain, le projet français pour 2030 est loin de faire l’unanimité. Depuis des mois, des citoyens, des élus et des ONG de défense de l’environnement fustigent une candidature « aberrante » tant pour la menace qu’elle représente pour la planète que pour le coût financier et social qu’elle va avoir.

Parmi les slogans du collectif « *No JO* », qui multiplie les manifestations et les réunions publiques, on peut notamment lire « *15 jours de fête, 15 ans de dettes… Nos impôts ne payeront pas leurs JO* ». Et dans une tribune publiée sur *Reporterre* début novembre, les membres dénonçaient en vrac l’artificialisation des sols, l’eau qui devra être pompée dans les rivières et les glaciers pour créer de la neige artificielle ou le bilan carbone des trajets nécessaires à l’organisation et à la venue du public.

« Ce sont des Jeux de business »

Preuve supplémentaire de l'anachronisme du projet, assurent encore les signataires, « *plusieurs pays ont renoncé à l'organisation de ces Jeux d'hiver sur leur sol* » au motif que « *leurs méfaits écologiques et leurs coûts exorbitants sont de plus en plus dénoncés par les citoyens* ».

Même son de cloche d'ailleurs ce jeudi 30 novembre au sein d'une partie du monde politique. Sur franceinfo, Julien Bayou, député écologiste de Paris, a évoqué des « *grands événements qui deviennent problématiques* » du fait de « *l'énergie énorme* » et des « *infrastructures ponctuelles* » qu'ils nécessitent. Lui aurait, comme le maire vert de Grenoble Éric Piolle, préféré par exemple une candidature commune avec la Suisse pour mettre à profit encore plus d'équipements existants.

Une alerte complétée par une autre élue écologiste, la conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes Fabienne Grébert, là aussi sur franceinfo, qui a déploré que le cahier des charges du CIO rende « *impossibles* » des Jeux respectueux de l'environnement. Et de dénoncer au passage l'impréparation de la candidature française qui a notamment exclu, par la voix de Laurent Wauquiez, l'idée de rénover les infrastructures ferroviaires des vallées alpines. Pour elle, « *ce sont des Jeux qui n'ont aucun sens écologique, ce sont des Jeux de business* », surtout dans un monde où « *90 % des stations de sports d'hiver auront disparu* » à l'horizon 2100.

Muselier promet de la neige en 2030 et jusqu'en 2025

Des critiques bien loin d'échauder les architectes de la candidature française. Président de la région Paca (qui accueillera à Nice les sports de glace et le village olympique) et soutien d'Emmanuel Macron, Renaud Muselier était l'invité de RMC ce jeudi. L'occasion pour lui de défendre avec ferveur le projet. Vantant un projet « *bien préparé* » avec son homologue Laurent Wauquiez (président d'Auvergne-Rhône-Alpes) et des infrastructures existant à « *95 %* », il a expliqué que ces JO seraient « *tournés vers l*À l'inverse des Jeux déjà très décriés de Sotchi et de Pékin, qui étaient organisés loin de toute station de ski et totalement artificiels, il s'est réjoui de l'image « *neige et chalet* » que l'événement français renverra. Car Renaud Muselier l'assure : « *Il y aura de la neige* » en 2030 pour ces JO. « *Nous avons fait une étude qui permet de dire qu'on aura de la neige au moins jusqu'en 2050.* » Le président de région a d'ailleurs profité de son intervention pour vanter des actions mises en œuvre et des résultats positifs concernant l'environnement, citant par exemple les dameuses électriques de Serre-Chevalier.

Quant à Laurent Wauquiez, lui a préféré vanter des projets au long cours, avec des airs de vœu pieux. Développement de l'hydrogène vert pour réduire les émissions de CO2, des « *ascenseurs valléens pour qu'on ne fasse pas monter les voitures* », « turbinage » de l'eau descendant des vallées pour produire de « l'électricité verte »… Au micro de France Bleu, l'ancien ministre s'est livré à un inventaire à la Prévert pour tenter de montrer que des solutions existent. Et de lancer, à l'adresse des opposants au projet : « *Ne restez pas à ronchonner de votre côté et venez avec nous !* »